



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Chez Alstom comme ailleurs Pour arrêter la casse : faire payer les actionnaires EN FINIR AVEC LES CAPITALISTES ET LEUR MONDE !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 22 SEPTEMBRE 2016

Alstom Belfort : le bal de hypocrites

La liquidation du site de Belfort : « *un coup de marteau sur la tête* », comme l'a dit un des salariés. Et les politiciens de tous poils se sont précipités, regrettant une décision brutale soi-disant « inattendue ». Mais leurs larmes de crocodile ne pourront pas masquer leur impuissance. Hollande s'agite, prétend en faire un dossier prioritaire. Mais qui va en fin de compte décider du sort des salariés, si ce ne sont les actionnaires et leur fondé de pouvoir, le PDG Poupert-Lafarge ?

Pour Hollande comme pour Sarkozy ou Le Pen, pas question de mettre un veto à la casse de l'emploi. Pour eux, ce serait remettre en cause ce sacro-saint droit patronal de décider du sort des salariés, ce pilier du capitalisme qui est leur doctrine commune.

Gandrange, Florange, Goodyear, Petroplus : Promesses et trahisons

En 2008, à Gandrange, Sarkozy se fait ovationner. « *Avec ou sans Mittal* », il sauvera l'aciérie et ses salariés.

Même promesse de Hollande à ceux de Florange, quand Mittal décide de fermer les hauts fourneaux. Aux Goodyear, il promet une loi contre les licenciements boursiers. A ceux de Petroplus, un repreneur. Des promesses devenues trahisons.

Tous ces politiciens n'ont rien à offrir aux travailleurs menacés dans leur emploi – comme ceux de PSA-Aulnay en 2013 – sauf leur compassion. Impuissants, parce qu'il n'est pas question pour eux de remettre en cause le dogme de la libre entreprise.

Entre le droit à l'emploi et l'intérêt des actionnaires, il faut choisir !

Alstom « promet » qu'il n'y aura pas de licenciements secs à Belfort. Mais qu'importe pour eux la vie malmenée des victimes du

« reclassement » promis ? Et la destruction des centaines d'emplois induits ? Et les quartiers désertés, la vie sociale déshumanisée ?

Depuis toujours, les actionnaires d'Alstom s'engraissent des aides de l'Etat – comme les 2,2 milliards offerts en 2004 par Sarkozy – et des commandes publiques comme celles de la SNCF.

Et ils n'auraient aucun compte à rendre ? Imposer l'ouverture des livres de compte montrerait qu'Alstom n'est pas en faillite, que le carnet de commandes est bien rempli, que les actionnaires se sont servis de copieusement de dividendes en 2015.

Alors, pas d'hésitation. Pour le maintien intégral de l'emploi chez Alstom Belfort comme ailleurs, aux actionnaires d'assumer.

Et s'ils refusent, alors il faudra imposer l'expropriation du groupe, sans indemnité ni rachat, sous contrôle des travailleurs et de la population. Sans rien attendre des politiciens de carrière.

Eradiquer le chômage suppose d'en finir avec le capitalisme et la dictature du profit

SFR, Alstom, Hitachi, Philips... ferment ou licencient. Impossible de s'en sortir chacun dans son coin.

Seul un grand mouvement d'ensemble peut imposer l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois, la réduction du temps de travail sans perte de salaire jusqu'à éradiquer

entièrement le chômage.

Pour en finir avec le pouvoir patronal et celui des partis qui le servent.

Pour une société libérée de l'exploitation et de l'impératif du profit, avec comme boussole, la justice sociale, l'égalité, la fin des discriminations, le respect de l'environnement et la solidarité internationale avec tous les opprimés.

C'est le programme du NPA. Venez en discuter le 29 septembre à Rouen, en présence de Philippe Poutou.

meeting
**Philippe
Poutou**
jeudi 29
septembre,
20h
Halle aux
Toiles, Rouen

AUTOROUTES : LE SCANDALE A TROP DURÉ EXIGEONS L'EXPROPRIATION DES RACKETTEURS

Les autoroutes ont été construites avec l'argent des contribuables. Grâce aux péages, la bonne affaire finit par attirer les rapaces. Vinci, Eiffage et autres se jettent sur les offres de privatisation des années 2000. En contrepartie de l'entretien du réseau, l'Etat leur offre longues années de concession qui – grâce au trafic et aux péages en hausse – remplissent leurs caisses. Des profits si mirobolants que la Cour des Comptes et l'Autorité de la Concurrence s'en émeuvent. De quoi justifier largement une expropriation pure et simple des racketteurs.

Pourtant, en 2014, Hollande leur offre au contraire – moyennant un petit effort d'investissement de leur part – un allongement de leur durée de concession, des milliards à la clé. Des milliards qui auraient pu, à un an de la COP 21, être réquisitionnés pour des alternatives au « tout » routier.

Rebelote avec le plan de rénovation des autoroutes annoncé cette semaine: il serait intégralement financé par les usagers (hausse des péages) et les collectivités (nos impôts). Révoltant !

BAISSE D'IMPÔTS

HOLLANDE CHERCHE A ACHETER NOS VOIX

A grand renfort médiatique, le gouvernement a annoncé qu'il allait alléger d'un milliard les impôts « *des classes moyennes* ». Sûrement qu'il a définitivement fait une croix sur les plus pauvres, qui sont en dessous du seuil d'imposition, mais qui n'ont pourtant pas été épargnés par la hausse de la TVA et autres taxes.

Quant à savoir qui fait partie des « *classes moyennes* », le gouvernement donne l'exemple du célibataire qui gagne moins de 1 700 € net par mois, c'est-à-dire à peine plus qu'un ouvrier de fabrication dans l'automobile. Celui-là même qui peste en ce moment contre l'augmentation des impôts locaux.

Les personnes à revenu modeste ne vont pas se plaindre si leur impôt diminue. Mais cela ne doit pas faire oublier que ce sont essentiellement les entreprises qui ont bénéficié des cadeaux fiscaux de Hollande : Crédit Impôt Compétitivité Emploi, Crédit Impôt Recherche.... Des milliards et des milliards en moins pour les services publics et les collectivités locales.

QUAND MARION MARÉCHAL LE PEN DÉRAILLE...

Après l'annonce par Alsthom de son intention de fermer son site de Belfort, Marion Maréchal Le Pen a cru malin de dénoncer le fait que la SNCF ait commandé ses trains au canadien

« Bombardier »... plutôt qu'à l'entreprise française « Alsthom ». Mais alors, au nom de sa défense du « patriotisme économique », que propose-t-elle aux 2.000 salariés du site de Crespin, près de Valenciennes, où l'entreprise « canadienne » fabrique ses trains ?

Par contre, on a bien compris que pour elle comme pour tout le Front National, il n'est toujours pas question de pointer la responsabilité des vrais responsables : les capitalistes, qui pour augmenter profits et dividendes, n'hésitent pas à raser de la carte un site industriel et à sinistrer une ville entière. Pas plus que de priver ces parasites de la capacité de nuire en les expropriant.

ENTRE 60 ET 80 MILLIARDS D'EUROS

C'est pour la France le montant de l'évasion fiscale annuelle, le manque à gagner pour le budget dont le montant total est de 300 milliards pour 2016. Une perte à comparer avec la trentaine de milliards d'euros de recettes de l'impôt sur les sociétés, ou encore avec les 73 milliards de déficit budgétaire annoncés pour cette année.

Au plan européen, ce manque à gagner devient astronomique : 1 000 milliards d'euros ! A l'échelle mondiale, entre 21 et 32 milliers... de milliards de dollars, selon une estimation de l'ONG Tax Justice Network. Bref, il n'y a qu'à se baisser pour ramasser, mais qu'attendent les pouvoirs publics ?

**TOUT LE MONDE
DÉTESTE LE PS
Sa loi Travail et son monde**

**meeting NPA
Philippe Poutou**

**Jeudi 29 septembre, 20h
Halle aux Toiles, Rouen**

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique